

NORBERT RÖTTGEN

Président de la commission des Affaires étrangères du Bundestag, Allemagne

Steven ERLANGER

Norbert, vous êtes vous aussi un homme politique, l'autre membre du couple franco-allemand. C'est à vous.

Norbert RÖTTGEN

Bonjour à tous. La question est « Europe : la prochaine étape ? ». Avant d'essayer d'élaborer quelque peu sur cette question, j'aimerais simplement résumer la situation actuelle puis, à partir de là, nous pourrions nous interroger sur son évolution. Je pense que nous sommes dans une situation complètement inédite depuis la Seconde Guerre mondiale. Je pense que nous n'avons jamais eu autant de crises à la fois, chez nous et à l'extérieur, en Europe, et auxquelles l'Europe est confrontée. À l'extérieur, la Russie a adopté une nouvelle posture, qui a fait éclater l'ordre de paix européen, que nous pensions éternel après la chute du mur de Berlin et du rideau de fer. Aux yeux de tous, cet ordre de paix européen était la conséquence historique des bains de sang du 20^e siècle et nous étions absolument certains, non que la Russie était une démocratie comme celles en Europe de l'Ouest, mais qu'elle était résolument déterminée à être partie prenante de cet ordre politique et à le rester. Nous avons vu que la Russie a non seulement violé une frontière, il ne s'agit pas uniquement de l'Ukraine, mais de la persistance de l'ordre de paix en Europe et des intentions de la Russie quand nous parlons de l'Ukraine. Dans ce grand bouleversement, le conflit qui s'étend d'Afrique du Nord au Moyen-Orient, en Irak, en Syrie et en Afghanistan est d'une complexité grandissante, et semble aussi se pérenniser. Il n'est pas près de disparaître. Nous assistons à un mélange de la posture de la Russie en Europe et à son ingérence en Syrie, où elle mène une guerre, avec des crimes de guerre. Ce que nous voyons pour la première fois en tant qu'Européens, bien sûr, la géographie n'a pas changé, mais la politique, elle, si, et il existe une dimension fondamentalement nouvelle qui est la mobilité des crises.

Leurs conséquences s'étendent désormais à l'Europe, et nous ne pouvons plus dire que nous avons une politique intérieure et des politiques qui seraient indépendantes des crises de politique étrangère. Elles existent et ont toujours existé, mais elles étaient lointaines. Elles ne le sont plus désormais, elles arrivent en Europe et ont des répercussions énormes sur la stabilité de nos sociétés. Des problèmes ayant évolué et émergé comme des problèmes de politique étrangère et ayant leurs racines dans des problèmes sociétaux de pays étrangers, se répandent en Europe sous la forme de problèmes de politique étrangère et affectent la stabilité de nos sociétés. Nous n'avons plus de séparation entre politique intérieure et politique extérieure, nous n'avons plus simplement des problèmes interétatiques, mais un mélange de problèmes de politique sociale et étrangère. J'ajouterai à cette description les défis sur le plan externe. Nous avons un nouveau président élu aux États-Unis, et, peut-être pour la première fois dans l'histoire de la politique étrangère américaine, du moins celle des 100 dernières années, personne au monde ne sait à quelle politique s'attendre. Du moins personne ne la connaît. Il y a bien eu quelques commentaires à cet égard, mais ils étaient exclusivement destinés aux électeurs nationaux, et Trump ne s'est guère soucié de la présence d'auditeurs étrangers lorsqu'il a parlé de l'OTAN, etc. Nous en avons maintenant une nouvelle partie, qualité ou insécurité, en provenance des États-Unis venant s'introduire dans notre insécurité mondiale.

En cette période critique de politique étrangère concernant l'Europe, il faut malheureusement dire qu'au niveau intérieur, elle se trouve dans la pire des situations depuis les traités de Rome. Et cela, non pas parce que, comme par le passé, lorsqu'une crise ou un problème surgissaient on s'y adaptait, et l'Europe en ressortait encore plus forte. Il s'agit d'une crise de mentalité, voire de culture politique. C'est la résurgence d'un égotisme d'État, et en partie de



nationalisme, qui ne s'était jamais vu au cours des décennies précédentes, et qui fondamentalement nous affaiblit. Peut-être est-ce là une description insuffisante de la situation où nous nous trouvons, comment y réagir ? Bien sûr, c'est très complexe, il n'y a pas de réponses faciles, mais on peut au moins faire quelques remarques sur les façons d'aller de l'avant dans l'intérêt de l'Europe.

Ma première hypothèse est que dans un monde toujours plus globalisé, sans développer un ordre international, qui est peut-être même en recul, l'Occident comme concept politique est indispensable. Si nous ne pouvons continuer à affirmer un concept politique occidental, qui repose essentiellement sur des principes fondamentaux et des valeurs comme l'État de droit, la dignité humaine, la démocratie, ces valeurs des minorités de la minorité de la population occidentale faibliront et perdront de leur puissance. L'Occident est indispensable.

Deuxièmement, je ne fais aucune prédiction quant à un possible repli et un nouvel isolationnisme des États-Unis. Nous ne connaissons pas la teneur de la politique étrangère américaine, mais le slogan « America first », l'Amérique d'abord, semble en donner un peu le ton. Je ne sais pas, et bien sûr, je ne prétends pas connaître l'avenir. Quoiqu'il arrive, les États-Unis sont irremplaçables pour l'Occident. D'aucuns disent que les États-Unis pourraient revenir en arrière, et que nous devrions alors intervenir en tant qu'Européens. Au vu de leur puissance politique, économique, technologique et militaire, il n'y a aucun substitut des États-Unis dans le concept de l'Occident.

Troisièmement, l'UE ne suffit pas en tant que deuxième pilier de ce concept si nous voulons activer, percevoir et préserver l'Occident, notamment en matière de politique étrangère. Nous devons évoluer en tant qu'acteur de la politique étrangère et de sécurité, car, même si Hillary Clinton avait été élue présidente des États-Unis, elle aurait été contrainte de se concentrer sur les problèmes de politique intérieure, de créer des emplois, de combler le fossé social et sociétal de la société. Le président, actuel et futur, doit travailler en très large partie sur des questions de politique intérieure. En tant qu'États nations européens, nous devons faire plus du point de vue de nos intérêts nationaux, et nous devons accepter cette réalité que nous ne vivons plus en période de Guerre froide sous le parapluie des États-Unis, et y faire face. Nous devons faire beaucoup plus pour notre propre sécurité.

Enfin, je dirais que pour ce faire, il est crucial de dépasser les différences internes qui nous divisent, c'est un préalable nécessaire pour forger une vision politique étrangère commune au niveau européen. Qu'est-ce que j'entends par là ? Je pense que nous avons trois questions clivantes en Europe : les réfugiés, l'économie et l'austérité et la Russie. En tant qu'homme politique allemand, je tiens à bien préciser qu'à cet égard, l'Allemagne doit passer de la position de participant partisan aux combats à celle de fournisseur de solutions. Nous n'aspérons pas à un rôle de leader, ce n'est pas quelque chose que nous souhaitons, et je ne présumerais pas que ce soit sain. Pour autant, nous avons un poids politique que nous ne pouvons ignorer, et nous devons le mettre au service d'une solution et accroître la légitimité du résultat. C'est là une condition indispensable à notre objectif essentiel, qui est l'unification de l'Europe, le rétablissement de son fonctionnement, le développement d'une voix européenne en matière de politique étrangère en vue de servir nos intérêts fondamentaux.

Steven ERLANGER

Merci beaucoup.